

Une mondialisation sans laissés pour compte passe par une bonne gouvernance publique

La présente édition du *Panorama des administrations publiques*, qui marque le cinquième anniversaire de cette publication biennale, intervient en des temps de grande incertitude politique, économique et sociale. Dix ans après la crise économique et financière la reprise économique n'est pas encore assez robuste pour produire une amélioration durable de la production potentielle ou pour réduire les inégalités persistantes. La rapidité à laquelle évoluent les technologies, les bouleversements qu'entraîne l'innovation et la contraction des cycles économiques sont caractéristiques du monde actuel. Ces éléments ouvrent de nouvelles perspectives, mais ils rendent aussi l'existence des populations plus imprévisible et aléatoire. Un vaste pan de la population a le sentiment que les fruits de la libéralisation économique mondiale ont été récoltés pour l'essentiel par une minorité de privilégiés. Comblers les fractures entre perdants et gagnants de la mondialisation et s'orienter dans une période d'inconnue nécessitent une gouvernance publique ouverte, juste et suivie d'effets.

L'importance du renforcement des institutions et de la gouvernance publiques est soulignée dans les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU), notamment dans l'Objectif n° 16 (dont la thématique est la suivante : « Paix, justice et institutions efficaces »). Cela étant, la proportion de citoyens de la zone OCDE qui disent avoir confiance dans leur administration nationale reste faible (42 %) et se situe toujours en dessous des chiffres enregistrés avant la crise. De nouvelles mesures s'imposent donc pour que le lien entre pouvoirs publics et citoyens se reforme, et cette étude peut aider les gouvernements à répondre à cet appel.

L'édition 2017 du *Panorama des administrations publiques* montre les efforts notables déployés par les pouvoirs publics pour impliquer davantage les citoyens, les entreprises et la société civile. De plus en plus, les pouvoirs publics progressent sur la voie d'une institutionnalisation du recours aux politiques et pratiques d'ouverture de l'administration en tant qu'outils permettant d'élaborer des politiques et des services meilleurs et de prévenir la captation de l'action publique. En 2017, près de 50 % des pays de l'OCDE ont adopté une politique nationale spécifique d'ouverture de l'administration. Cependant, d'après les résultats fournis par le nouvel indice *OURdata* de l'OCDE, les pays ont beau avoir accompli des avancées en matière de diffusion de données publiques sous des formats ouverts et réutilisables, on peut en faire plus pour inciter en amont les citoyens et les entreprises à réexploiter ces données. L'utilisation de nouvelles technologies et les éclairages apportés par de nouvelles approches, comme celles qui se fondent sur les sciences comportementales, peuvent contribuer à promouvoir la conception et la production de services en association avec les citoyens et à améliorer l'efficacité de l'action publique.

La présente publication apporte également de nouveaux éclairages sur des questions critiques pour la gouvernance publique, par exemple la représentation des femmes dans la vie publique. Selon les données qui figurent dans le *Panorama des administrations publiques*,

seuls 29 % des parlementaires et 28 % des ministres, en moyenne, sont de sexe féminin dans les pays de l'OCDE en 2017. De même, si 58 % des effectifs de personnel du secteur public sont des femmes, ces dernières n'occupent pourtant que 32 % des postes à responsabilités. La lutte en faveur d'une meilleure égalité hommes-femmes doit s'engager au sein des institutions publiques.

Il s'agit d'un exemple parmi d'autres, des nombreux domaines clés qui se retrouvent dans la série d'indicateurs présentée dans cette cinquième édition. La publication aborde également la question des finances et de l'emploi public, des procédures et pratiques budgétaires ainsi que de la gestion et de la communication des gouvernements sur les risques majeurs dans nos sociétés. Les indicateurs en question permettent aux pouvoirs publics de prendre des décisions davantage fondées sur des éléments tangibles, et de comparer leurs pratiques et leurs performances en repérant comment celles-ci pourraient être améliorées. Grâce à des indicateurs et des analyses d'une portée plus large, fondés sur des données plus récentes et proposés sous toute une gamme de formats électroniques, l'édition 2017 du *Panorama des administrations publiques* constitue une ressource fondamentale pour les décideurs, les citoyens et les chercheurs en quête d'une meilleure gouvernance et de politiques plus inclusives pour une vie meilleure.



Angel Gurría

